

DREAL des Pays de la Loire - Unité départementale de la
Vendée
Site Préfecture de la Vendée
29 rue Delille
CS 60765
85020 La Roche sur Yon cedex

La Roche sur Yon, le 04 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

INSTITUT DE FORMATION DES METIERS DE LA VIANDE BRETAGNE

Lieu-dit "Les Ouches"
85300 Sallertaine

Références : D25.0516
Code AIOT : 0006303287

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement INSTITUT DE FORMATION DES METIERS DE LA VIANDE BRETAGNE implanté Lieu-dit "Les Ouches" 85300 SALLERTAINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INSTITUT DE FORMATION DES METIERS DE LA VIANDE BRETAGNE
- Lieu-dit "Les Ouches" 85300 SALLERTAINE
- Code AIOT : 0006303287
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'association Institut de Formation des Métiers de la Viande (IFMV) exploite un atelier de découpe de viande sur la commune de Sallertaine. Le niveau d'activité autorisé par l'arrêté préfectoral n°02-DRCLE-1-315 du 28 juin 2002 est de 10 t/j au titre de la rubrique 2221 et de 700 kg au titre de la rubrique 2731 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Suite à un changement de nomenclature et au vu du niveau d'activité autorisé, le site relève désormais du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2221 et 2731.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 28/06/2002, article 1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que les locaux sont désormais exploités par la société Milvies depuis le 1^{er} janvier 2024 sans qu'aucune procédure de cessation d'activité n'ait été engagée par le dernier exploitant connu de l'administration, à savoir l'association Institut de Formation des Métiers de la Viande (IFMV) ou son représentant, le mandataire judiciaire Maître Thomas HUMEAU (selon les recherches effectuées, la procédure de liquidation judiciaire ouverte le 17/11/2020 à l'encontre de l'IFMV, a été clôturée le 08/11/2022 pour insuffisance d'actifs des opérations de la liquidation judiciaire).

L'activité actuelle du site exercée par la société Milvies correspond à de la fabrication de desserts végétaux et n'est pas classée au titre de la réglementation des installations classées. Par conséquent, il est considéré que le site n'a pas été régulièrement réhabilité en vertu des dispositions du code de l'environnement en vigueur à la date du présent constat. Un rapport distinct traitant de ce volet sera prochainement établi. L'attention de la société Milvies est attirée sur le fait qu'il relève de sa responsabilité d'employeur de s'assurer de la compatibilité de l'état des sols avec l'usage actuel des terrains (activité industrielle avec présence de travailleurs) en vertu des dispositions des articles L556-1 et R556-1.B du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2002, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : Cet établissement abrite les installations et activités visées à la nomenclature des installations classées et énumérées dans le tableau ci-après avec leur régime de classement. 2731 (dépôt ou transit de sous-produits animaux) : 700 kg - régime A 2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale) : 10 t/j (régime A)
Constats : Il a été constaté au cours de l'inspection que l'association institut de formation des métiers de la viande (IFMV) n'est plus présente sur le site. Ce dernier a été repris en juillet 2023 par la société Milvies (société filiale du groupe Beillevaire) dont l'activité exercée, depuis le 1 ^{er} janvier 2024, est la fabrication de desserts végétaux. La société Milvies précise que le site avait été nettoyé et débarrassé de ses déchets lors de la reprise des locaux. Un point a été effectué au cours de l'inspection sur un éventuel classement ICPE du site exploité par la société Milvies afin de déterminer s'il s'agit d'un changement d'exploitant au sens du code de l'environnement et par conséquent si elle doit être vue comme dernier exploitant au titre des ICPE : - Rubrique 2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale) : le niveau d'activité maximum est de 5 t/semaine de matières premières, sur 5 jours, soit un niveau maximum de 1 t/j. Il a été vérifié le niveau d'activité journalier le 15 septembre 2025, journée de forte activité due aux promotions en GMS. Celui-ci était de 323 kg de matières premières. Par ailleurs, il a été consulté les chiffres d'activité sur la période septembre 2024 - septembre 2025 : 93,7 t de matières premières

végétales ont été consommées, soit une moyenne de 1,8 t par semaine.

Par conséquent, le site n'est pas classé au titre de la rubrique 2220 de la nomenclature des ICPE, le niveau d'activité étant inférieur à 2 t/j, seuil du régime de la déclaration.

- Rubrique 1185 (gaz à effet de serre fluorés) : le site possède 3 groupes froid fonctionnant au fluide frigorigène R134A. D'après les étiquettes des équipements vus en inspection, la quantité totale de fluide présente sur site est de 117 kg. Par conséquent, le site n'est pas classé au titre de la rubrique 1185 de la nomenclature des ICPE, la quantité de fluide étant inférieure à 300 kg, seuil du régime de la déclaration.

Le site ne possède pas de stockage d'hydrocarbures ou de gaz. En effet, l'énergie utilisée sur le site est exclusivement électrique. Le site possède également des chaudières électriques à vapeur d'eau.

Concernant l'association IFMV, l'inspection des installations classées constate que, selon ses recherches effectuées dans le BODACC, une procédure de liquidation judiciaire a été ouverte à son encontre le 17 novembre 2020. Elle a été clôturée le 8 novembre 2022 pour insuffisance d'actifs des opérations de la liquidation judiciaire, ce qui correspond à une cessation définitive d'activité de l'association IFMV. Aucune procédure de cessation d'activité telle qu'exigée aux articles R. 512-46-25 et suivants n'a toutefois été engagée par IFMV ou le mandataire judiciaire.

Le parcours des installations au cours de l'inspection n'a pas permis de constater visuellement et sans aucune investigation particulière la présence potentielle d'une pollution des sols ; ce constat ne préjuge toutefois en rien de la présence, en profondeur, d'une pollution des sols ou du sous-sol.

En conclusion :

- les activités exercées par la société Milvies, qui a repris le site précédemment exploité par l'association IFMV, ne sont pas classées au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Cette reprise ne relève donc pas d'un changement d'exploitant au sens du code de l'environnement et la société Milvies ne peut être considérée comme étant le dernier exploitant, au titre des ICPE, de ce site ;
- au terme d'une procédure de liquidation judiciaire, le dernier exploitant, à savoir l'association IFMV puis son représentant légal au cours de la procédure de liquidation, est considéré comme responsable défaillant en l'absence d'engagement de la procédure réglementaire de cessation définitive d'activité ;
- le site est par conséquent considéré comme n'ayant pas été régulièrement réhabilité.

Un rapport distinct, valant procès-verbal de récolement pour la mise en sécurité du site, sera prochainement établi.

L'attention de la société Milvies est attirée sur le fait qu'il relève de sa responsabilité d'employeur de s'assurer de la compatibilité de l'état des sols avec l'usage actuel des terrains (activité industrielle avec présence de travailleurs) en vertu des dispositions des articles L556-1 et R556-1.B du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite vis-à-vis de la société Milvies